

## Molotov a des soupçons

**F**IN JUILLET, l'Europe était à un carrefour. Les gouvernements français et britannique se préparaient à envoyer des missions militaires à Moscou. Hitler avait dédaigné les initiatives britanniques et s'était mis à courtiser l'URSS. Molotov manifestait de l'intérêt pour les ouvertures allemandes, ou du moins était disposé à en entendre davantage. Mais Molotov avait des soupçons, comme Schulenburg le nota : il ne se fie ni à nous ni aux Britanniques. Les signes de préparatifs allemands en vue d'une guerre contre la Pologne s'intensifiaient. Une crise était imminente, et chacun redoutait le pire.

En France et en Grande-Bretagne, les opposants à l'*appeasement* envisageaient les discussions d'états-majors à Moscou avec une certaine agitation. Seraient-elles fructueuses ? Dieu nous garde si elles échouent. Qui sait ce que Chamberlain ou Bonnet feront ? Fin juillet, Seeds et Naggiar avertirent leurs gouvernements qu'il était de leur intérêt de venir à Moscou avec la volonté de conclure.

Je suis convaincu, écrivit Seeds, que l'arrivée à Moscou d'une mission militaire britannique est la seule preuve de notre sincérité acceptable par le gouvernement soviétique. [...] chaque membre du Politburo considère que le gouvernement britannique est imprégné de l'esprit de « capitulation » face aux puissances de l'Axe. Toutefois, les plus influents pensent que notre presse, notre public et la pression russe exercée sans relâche peuvent nous amener à une entente avec eux. Mais un tel accord doit être absolument à toute épreuve et doit clairement indiquer l'action militaire<sup>1</sup>.

Naggiar envoya un message analogue quelques jours après. Le gouvernement soviétique accordait une grande importance aux discussions d'états-majors; leur succès déterminerait donc celui d'un accord. Les autorités soviétiques ne se contenteraient pas d'un traitement superficiel des obligations militaires, question qui les préoccupait depuis 1935 suite à la conclusion du pacte franco-soviétique. « Tant Molotov que Potemkine ont, au cours des entrevues que j'ai eues avec eux, mis une insistance particulière à souligner que, faute de convention militaire, on ne voit pas comment nos accords politiques pourraient avoir efficacité ou vie<sup>2</sup>. »

Pour une raison ou pour une autre, le message ne passa pas. En prévision des discussions militaires, les gouvernements français et britannique dressèrent des plans, bien que personne ne s'attendit à un accord rapide ni peut-être même à un accord. Les négociations allaient traîner. Cela ne dérangeait nullement Halifax. Aussi longtemps que les discussions militaires se déroulaient, la Russie était empêchée « de rejoindre le camp allemand ». Chamberlain accepta, car « il n'attachait pas une très grande importance » aux discussions. Il confia d'ailleurs à l'amiral sir Reginald Drax, chef de la mission britannique à Moscou, que « les Communes l'avaient poussé au-delà de ce qu'il souhaitait<sup>3</sup> ».

Pour les Britanniques, la condition essentielle d'un accord militaire était l'acceptation par les Soviétiques de leur définition d'une « agression indirecte ». Les représentants britanniques reçurent l'ordre « d'aller très lentement » dans les négociations militaires. Si l'on n'arrivait pas à un accord, du moins on gagnerait du temps jusqu'à l'automne ou l'hiver, retardant ainsi le déclenchement de la guerre<sup>4</sup>. Au début de l'été, Harvey, secrétaire particulier de Halifax, avait noté dans son journal qu'il régnait dans les négociations à Moscou « une belle pagaille — en raison surtout de la lenteur et de la répugnance » avec lesquelles les Britanniques avaient contacté l'URSS. « Ce gouvernement n'arrivera jamais à rien », ajouta-t-il<sup>5</sup>. Cela apparut clairement lorsque les ministres, le 2 août, donnèrent leurs instructions à Drax concernant les négociations. D'après ce que celui-ci entendit, il présuma que les discussions échoueraient probablement : « Sur la possibilité d'un échec, il y eut un court silence impressionnant : le ministre des Affaires étrangères indiqua que, globalement, il serait préférable d'étirer les négociations aussi longtemps que possible. C'était une perspective peu attrayante, mais nous étions d'accord qu'il s'agissait de la meilleure stratégie<sup>6</sup>. »

Cette attitude fut illustrée de différentes façons. Comme chacun le sait, le gouvernement britannique décida d'envoyer sa mission en URSS sur un navire marchand, ses hydravions modernes étant mobilisés dans les habituelles manœuvres de la flotte. Un fonctionnaire du Foreign Office pensa que la mission aurait dû voyager en flottille de croiseurs rapides ! Cela aurait montré au « monde en général et aux puissances de l'Axe en particulier, par une action au grand jour, le sérieux de ces négociations ». Sargent nota que le ministre « étudiait » la suggestion. Finalement, Halifax « pensa qu'il pourrait être... assez provocateur d'envoyer un croiseur dans la Baltique [...] »<sup>7</sup>. En fait, les discussions lui paraissaient si peu importantes qu'il « parcourut à peine » les recommandations qui lui avaient été faites. Dans un autre ordre d'idées, la délégation britannique reçut l'ordre d'éviter de discuter de l'aide soviétique à la Pologne et à la Roumanie : les Soviétiques n'avaient qu'à négocier eux-mêmes avec ces gouvernements. De telles consignes furent données tout en sachant que la question des droits de passage était cruciale pour l'URSS<sup>8</sup>.

Les Français ne partageaient pas complètement cette façon de voir des Britanniques. Ils étaient impatients de commencer les discussions et voulaient envoyer leur délégation le plus rapidement possible à Moscou. Néanmoins, comme à leur habitude, après s'être plaints des projets de voyage britanniques, ils y adhérèrent<sup>9</sup>. Les instructions données au chef de la délégation française, le général Joseph Doumenc, étaient courtes et vagues, « presque inutiles », selon le général britannique Hastings Ismay, même si les instructions britanniques, bien plus longues, ne valaient pas mieux. Les généraux français semblaient faire preuve de tout autant de suffisance que les Britanniques. Ismay nota : les ordres français « concernent [...] uniquement ce que les Français veulent faire faire aux Russes et n'apportent pas de lumière sur ce que les Français feront ». « Il se pourrait que les Russes posent des questions sur la contribution des Français et des Britanniques », fit-il remarquer. En réponse, le général Louis Jamet « sourit et haussa les épaules ». Lorsque Ismay demanda à Doumenc ce qu'il répondrait aux questions russes, il dit : « Je me contenterai d'écouter<sup>10</sup>. » Les Français montraient encore leurs mauvaises habitudes. Comme les instructions britanniques, celles des Français en disaient peu sur le soutien soviétique à la Pologne et à la Roumanie, sauf pour faire remarquer que la Pologne n'accepterait certainement pas le passage de l'Armée rouge sur son territoire<sup>11</sup>. Doumenc se plaignit à

Léger d'arriver à Moscou « les mains vides », ce qui n'était pas une bonne position de négociation pour la partie demanderesse. Léger le reconnut. Bonnet et Daladier, plus convaincus, pressèrent Doumenc de revenir avec un accord, Bonnet disant de faire des promesses s'il le fallait. « Quelles promesses ? », demanda Doumenc. « Tout ce que vous jugerez utile », répondit Bonnet ; si les négociations échouent, la guerre sera inévitable. « Au revoir et bonne chance ! », souhaite Daladier<sup>12</sup>.

Lorsque Drax, lors d'une réunion d'information, demanda s'il devait rendre visite à Maiski, Halifax lui répondit : « Si cela vous chante... » « Il restait peu de temps », remarqua Drax, et pourtant on ne semblait pas pressé de reprendre les discussions avec les Russes. Maiski a laissé un compte rendu de son repas avec Drax. La conversation fut anodine jusqu'au moment où Maiski demanda pourquoi la délégation ne se rendait pas à Moscou en avion ou en croiseur rapide. Drax fournit une réponse polie prétextant un excès de bagages et un manque de couchettes pour les officiers. « Je n'en crus pas mes oreilles », écrivit Maiski. Drax avoua spontanément que les délégations utiliseraient un navire marchand affrété pour l'occasion, le *City of Exeter*. Il fait du treize nœuds ! fit remarquer un des conseillers de Maiski. Ce dernier harcela Drax : « L'Europe commence à s'embraser sous nos pieds » et les missions française et britannique viennent à Moscou en cargo ! « Hallucinant ! », écrivit-il. Chamberlain faisait encore des siennes ! « Il n'a pas besoin d'une alliance tripartite, ajouta-t-il, il lui faut juste des négociations sur un pacte éventuel, afin de mieux faire accepter cette carte à Hitler<sup>13</sup>. »

Maiski ne se trompait pas beaucoup sur Chamberlain mais, chose étonnante, il restait optimiste quant à l'issue des négociations. Malgré sa profonde méfiance à l'égard du premier ministre, il pensait néanmoins qu'un bloc anglo-soviétique prenait graduellement forme. Maiski se laissa même aller à évoquer ses sept années à Londres : « Les relations anglo-soviétiques progressent lentement mais inlassablement, avec des zigzags, des revers et des échecs. Depuis l'affaire Metro-Vickers [crise anglo-soviétique de 1933 due à l'arrestation d'ingénieurs britanniques travaillant en URSS], nous en sommes à la visite d'une mission militaire à Moscou ! » On s'activait à réduire le dernier écart entre les positions britannique et soviétique. Pourquoi cela ? se demanda Maiski. « Parce que [...] les intérêts fondamentaux de deux pays coïncident désormais. » À ses

yeux, ces intérêts étaient plus forts que les facteurs idéologiques qui les divisaient. Il trouvait ironique que ce soit Chamberlain qui préside le gouvernement britannique en train d'édifier un bloc anglo-soviétique contre l'Allemagne. Il conclut par une référence à la révolution prolétarienne, mais sa pensée était claire : les pourparlers de Moscou allaient aboutir<sup>14</sup>.

Mandel n'était pas aussi optimiste lors de sa rencontre avec Souritz le 2 août. Il confia à ce dernier que Doumenc allait à Moscou sans instructions précises : « Londres et Paris (sous la pression de l'opinion publique) veulent éviter une rupture des pourparlers, mais il n'y a aucun signe d'un désir d'aboutir à un accord sérieux qui serait mis en œuvre immédiatement. » Le principe de la mission n'avait même pas été discuté au conseil des ministres, situation extraordinaire faut-il le dire, vu l'importance d'un accord avec Moscou<sup>15</sup>.

Les bévues commises à Londres ne renforcèrent pas l'image de la bonne volonté franco-britannique. Butler, le sous-secrétaire parlementaire au Foreign Office, fit des remarques aux Communes le 31 juillet pour justifier la position du gouvernement sur l'agression indirecte. Il émit des doutes sur la sincérité soviétique envers l'indépendance des pays baltes. Cette attitude aurait pu paraître justifiée à la lumière des événements à venir mais, au moment où les délégations étaient sur le point de partir pour Moscou, elle n'aidait guère les négociateurs. Peut-être même visait-elle à torpiller leurs efforts. Molotov se mit en colère ; aussitôt, l'agence Tass publia un correctif : « M. Butler [...] n'a pas présenté fidèlement la position du gouvernement soviétique. En fait, les différences d'opinions ne portent pas sur le respect ou le non-respect de l'indépendance des pays baltes, puisque les deux parties veulent bien garantir cette indépendance ; il s'agit de ne pas laisser de lacunes utilisables par un agresseur dans la formulation de "l'agression indirecte" [...]»<sup>16</sup>.

Seeds et Naggiar rencontrèrent Molotov le 2 août ; le discours de Butler fut un des principaux sujets de conversation. Seeds n'avait pas de copie du discours et essaya sans succès d'adoucir l'irritation du commissaire. Molotov se plaignit aussi de fuites dans la presse parisienne et londonienne concernant certains détails confidentiels sur les négociations. La nature des informations indiquait une provenance de source gouvernementale. Il ajouta que ces méthodes risquaient d'avoir un impact très

négalif sur les négociations. Même si Molotov ne l'insinua pas, les fuites étaient probablement délibérées, et cela en vue de préparer l'opinion publique à un échec des négociations et afin d'en rejeter la faute sur le gouvernement soviétique. C'était essentiel, comme Bonnet l'avait indiqué auparavant.

Molotov voulut aussi savoir si les délégations militaires seraient dotées des pleins pouvoirs. Cette question était fort révélatrice de l'état d'esprit qui régnait. Seeds conclut : « Molotov a changé depuis notre dernière entrevue ; j'estime que les négociations ont subi un revers important. » Il recommanda de laisser passer « la tempête ». Naggiar était tout aussi critique, notant que depuis deux mois il se plaignait des fuites dans la presse, et cela en vain<sup>17</sup>. Seeds fut plus direct dans une lettre privée à Sargent.

Et maintenant laissez-moi rouspéter contre certains coupables dont je soupçonne fortement vos amis les m\*n\*\*t\*s [ministres] d'être les leaders.  
Ne peut-on rien faire pour que les gens chez nous  
TIENNENT LEUR LANGUE ?

Durant toutes ces négociations fastidieuses avec des interlocuteurs pénibles, ma position de négociateur a été rendue encore et encore inutilement ardue par un flot d'indiscrétions et de fuites. À notre honte, Londres a été pire que Paris [...]. Dans certains cas, mes instructions contenant des concessions ont été connues ici avant que j'entreprenne une démarche [...]. Je suis placé dans une situation impossible [...], lorsque, par exemple, un journal londonien publie notre proposition d'annexe secrète au traité presque au moment où nous la suggérons au gouvernement soviétique<sup>18</sup> !

Butler alla voir Maiski pour réparer les pots cassés. L'ambassadeur fut conciliant : « [...] il était confiant que l'incident ne serait pas exagéré. » C'était bien normal, vu sa confiance dans le succès des négociations<sup>19</sup>.

Naggiar vit Potemkine pour échanger les listes de délégués afférentes aux futures négociations. Ce dernier déclara que rien ne pouvait mieux démontrer le sérieux des intentions soviétiques que la composition de la délégation soviétique, qui serait menée par le commissaire à la Défense, Vorochilov, et comprendrait le chef d'état-major de l'Armée rouge, B. M. Chapochnikov. Doumenc et Drax n'avaient pas la même stature. Naggiar communiqua aussi les questions de Molotov concernant les pouvoirs des

délégations franco-britanniques. Quelques jours plus tard, il s'enquit à nouveau de la position des gouvernements polonais et roumain concernant les droits de passage<sup>20</sup>.

La délégation soviétique avait les pleins pouvoirs pour négocier et signer une convention militaire avec la mission franco-britannique. Chapochnikov prépara un document détaillé incluant les différents cas de figure et niveaux de force mis en œuvre par l'Armée rouge pour respecter ses obligations. Les instructions reçues par Vorochilov étaient encore plus significatives : « En premier lieu, faites connaître les pouvoirs plénipotentiaires de notre délégation et demandez ceux des Franco-Britanniques. S'il s'avère qu'ils n'ont pas les pleins pouvoirs pour signer une convention, exprimez-leur votre étonnement, prenez-les par la main et demandez-leur poliment dans quel but leurs gouvernements les ont envoyés en URSS. » S'ils répliquent qu'ils sont venus discuter la préparation d'une convention militaire, demandez s'ils ont amené avec eux des plans de défense concrets en cas d'agression contre leurs futurs alliés. Sinon, demandez-leur sur la base de quels plans ils proposent de mener des négociations avec nous.

Si toutefois ils insistent pour négocier, alors discutez de questions de principe spécifiques, principalement le passage de nos troupes à travers le corridor de Vilna et en Galicie [Pologne] ainsi que par la Roumanie.

S'il devient évident que le libre passage de nos troupes par les territoires polonais et roumain est exclu, déclarez alors que sans cette condition expresse, tout accord est impossible, puisque sans le libre passage à travers les territoires susmentionnés, la défense contre une agression, quelles que soient les circonstances, est vouée à l'échec, et que nous n'envisageons pas de participer à une entreprise vouée d'avance à l'échec<sup>21</sup>.

Ces instructions prévoyaient chaque défaut des délégations franco-britanniques, et leur ton méprisant ne laissait pas présumer une issue positive. Les discussions d'états-majors couraient droit à l'échec au moment même où les ouvertures allemandes se faisaient de plus en plus pressantes à tous les niveaux du gouvernement soviétique. La politique franco-britannique était inepte, ce qui n'était pas le cas des initiatives allemandes.

## II

Le 31 juillet, l'attaché de presse soviétique, A. Smirnov, rencontra B. von Stumm, directeur adjoint du service de presse à la Wilhelmstrasse.

Stumm affirma que l'Allemagne n'avait « aucun plan d'agression contre l'URSS ».

« Nous n'avons pas oublié ce que Hitler a écrit dans son livre », rétorqua Smirnov.

« Ah, ça ! s'exclama Stumm. Il y a une grande différence entre ce que l'on dit et ce que l'on fait réellement. Le livre a été écrit en prison, il y a longtemps, à la hâte [...] ; ce qu'il contient est démodé, et nous ne devrions pas le prendre au sérieux<sup>22</sup>. » Mais *Mein Kampf*, avec ses visions de conquête à l'est, était toujours présent à l'esprit des Soviétiques.

Le 2 août, Astakhov vit Weizsäcker pour des affaires courantes. Après avoir énoncé la position habituelle allemande sur de meilleures relations, celui-ci étonna Astakhov en lui annonçant que Ribbentrop souhaitait le rencontrer. Ribbentrop lui confia que l'Allemagne attendait avec impatience de meilleures relations commerciales. L'URSS possède de nombreuses matières premières dont l'Allemagne a besoin, dit-il, et « nous avons de nombreux biens manufacturés dont vous avez besoin ». Allant rapidement au but, il nota que la conclusion d'un accord économique pourrait être le début d'une amélioration des relations politiques, qu'il n'y avait pas de raison pour que les deux nations soient ennemies, si elles décidaient de ne pas s'immiscer dans leurs affaires internes respectives. « Le national-socialisme n'est pas un article exportable. Loin de nous l'idée de l'imposer à quiconque. Si votre pays pense la même chose, alors un rapprochement plus étroit est possible. » Astakhov répondit par une échappatoire, puis déclara que la position traditionnelle du gouvernement soviétique était de ne pas considérer les différences idéologiques ou internes comme incompatibles avec des relations internationales amicales. Ribbentrop réagit positivement à cette réponse, faisant observer qu'il n'y avait pas d'obstacles sérieux à l'amélioration des relations entre l'Allemagne et l'URSS. Celles-ci devraient être capables de s'entendre sur toutes les questions territoriales, de la mer Noire à la Baltique, souligna-t-il plusieurs fois.

Puis Ribbentrop aborda la question des « prétendues démocraties d'Europe occidentale ». Il ne prêtait guère attention à leurs protestations.



« Nous sommes suffisamment puissants pour les traiter avec dédain et mépris. Nous croyons en notre force [...]. Adolf Hitler ne peut perdre aucune guerre. » Quant à la Pologne, d'une façon ou d'une autre, Dantzig « sera nôtre » et ce problème sera bientôt résolu. L'Allemagne, en effet, ne prenait pas au sérieux la puissance militaire polonaise; une campagne contre la Pologne serait l'affaire d'une semaine ou d'une dizaine de jours. Bien sûr, l'Allemagne espérait que ce ne serait pas nécessaire. Et il continua ainsi dans la même veine. Astakhov, dans son compte rendu, décrit l'intervention de Ribbentrop comme un long monologue, parfois pompeux. Le ministre allemand demanda que ses observations sur les relations germano-soviétiques soient communiquées à Moscou. Astakhov accepta, ajoutant : « Je suis persuadé que mon gouvernement est prêt à accueillir toute amélioration des relations avec l'Allemagne<sup>23</sup>. »

Sur l'ordre de Ribbentrop, Schulenburg alla voir Molotov le 3 août pour poursuivre la conversation de Berlin. C'était le lendemain de la rencontre de Molotov avec Seeds et Naggiar à propos de la déclaration de Butler aux Communes. Les suggestions allemandes étaient désormais bien connues des Russes, mais Schulenburg les réitéra, présentant certaines modifications aux propositions de Schnurre en vue d'une amélioration en trois étapes des relations entre les deux pays : relations économiques, relations avec la presse, relations culturelles. C'étaient les conditions requises pour une amélioration des relations politiques. Molotov répondit avec les mêmes arguments que durant son dernier entretien avec Schulenburg en juin, mais le sarcasme en moins. Il espérait la conclusion d'un accord économique, mais les problèmes politiques subsistaient. Le gouvernement soviétique ne pouvait pas fermer les yeux sur le pacte anti-Komintern, car celui-ci encourageait l'agression japonaise en Extrême-Orient. Molotov rappela à l'ambassadeur que le gouvernement allemand refusait de participer aux conférences internationales auxquelles participaient les Soviétiques. Il lui demanda comment il conciliait ces actes hostiles avec les ouvertures actuelles du gouvernement allemand.

« [Je n'ai pas] l'intention d'essayer de justifier la politique allemande passée, [je] veux seulement trouver un moyen d'améliorer les relations futures », répliqua Schulenburg. Molotov répondit favorablement et répéta ce qu'il avait dit auparavant : « Le gouvernement soviétique se tient prêt, comme toujours, à une normalisation et une amélioration des

relations avec l'Allemagne et avec d'autres pays. » Schulenburg ajouta que son gouvernement respecterait les intérêts soviétiques dans la Baltique et en Pologne. L'Allemagne ne renoncerait pas à ses prétentions sur Dantzig, mais espérait que la question puisse être réglée pacifiquement, à moins qu'une autre voie lui soit imposée. Molotov fit observer que la nécessité de cette « autre voie » dépendait d'abord de l'Allemagne. Schulenburg protesta : c'étaient les « sales tours » des Polonais qui provoquaient l'Allemagne.

L'ambassadeur réitéra qu'il ne souhaitait pas revenir sur la politique allemande du passé ; il fallait désormais chercher des moyens d'améliorer les relations. Je suis d'accord, répondit Molotov, mais nous ne pouvons pas oublier le passé. Le compte rendu de Schulenburg donne un éclat plus positif à cette conversation que celui de Molotov. « Dans notre conversation d'aujourd'hui [...] Molotov a abandonné sa réserve habituelle ; il est apparu exceptionnellement réceptif. » Sur plusieurs points leurs comptes rendus coïncident largement, chose rare chez les Allemands et les Soviétiques.

À partir de l'attitude générale de Molotov, conclut Schulenburg, il est évident que le gouvernement soviétique est, de l'avis général, de plus en plus préparé à une amélioration des relations avec nous, bien que la vieille méfiance à notre endroit persiste. J'ai l'impression que le gouvernement soviétique est déterminé en ce moment à conclure un accord avec la Grande-Bretagne et la France si ceux-ci acquiescent à tous leurs vœux. Néanmoins, les négociations peuvent encore durer longtemps, particulièrement du fait de la grande méfiance envers la Grande-Bretagne. Je crois que mes déclarations ont fait impression sur Molotov ; il nous faudra toutefois déployer des efforts considérables pour faire changer de cap le gouvernement soviétique<sup>24</sup>.

Curieuse coïncidence, cette rencontre se passait le jour même où Potemkine vit Naggiar pour lui indiquer que la composition de la délégation militaire soviétique devait être interprétée comme un signe de l'engagement de l'URSS dans des discussions d'états-majors. Molotov avisa Astakhov, le 5 août, qu'il était souhaitable de continuer les discussions générales avec l'Allemagne. Beaucoup dépendait de l'issue de ces négociations commerciales<sup>25</sup>.

Ce même jour, Astakhov communiqua les instructions de Molotov à Schnurre. Celui-ci manifesta son irritation, demandant si le chargé d'affaires avait une autre autorité que celle de recevoir le point de vue allemand. Astakhov répondit négativement mais ajouta qu'il pensait que la position de Molotov était un pas en avant. Schnurre n'en était pas si sûr : Molotov « avait été trop préoccupé par le passé ». Schulenburg, quant à lui, était relativement optimiste à propos des négociations : « Nous avons [...] donné aux Soviétiques matière à réfléchir. » Ce qui n'empêchait pas Molotov d'avoir des soupçons. « À chaque mot et à chaque pas, observa l'ambassadeur, on peut sentir une grande méfiance à notre égard [...]. Le malheur veut que cette méfiance est très facilement attisée et ne peut être apaisée que lentement et avec difficulté<sup>26</sup>. »

Le 8 août, Astakhov récrivit à Moscou à propos du programme allemand pour l'amélioration des relations politiques. Les relations culturelles et les relations avec la presse en faisaient partie, ainsi que la question plus importante des territoires le long de la frontière occidentale soviétique, de la Baltique à la mer Noire. D'après ce qu'il avait entendu officieusement, les Allemands étaient prêts

à déclarer leur « indifférence » (au moins politique) pour le sort des pays baltes (sauf pour la Lituanie), de la Bessarabie, de la Pologne russe (avec des modifications en faveur des Allemands) et à renoncer à leurs aspirations en Ukraine. Pour cela, ils veulent obtenir de nous la confirmation de notre désintérêt pour le sort de Dantzig, ainsi que pour l'ancienne Pologne allemande [...] et (comme point de discussion) pour la Galicie.

De tels pourparlers, évidemment, ne pouvaient se dérouler qu'« en l'absence d'un accord militaro-politique franco-anglo-soviétique ». Astakhov n'avait pas confiance dans les engagements à long terme de l'Allemagne ; toute entente ne vaudrait que pour l'immédiat, « afin de nous neutraliser en cas de guerre avec la Pologne<sup>27</sup> ».

Le 10 août, Schnurre invita Astakhov à discuter des affaires courantes, puis aborda les questions politiques.

Le gouvernement allemand est des plus intéressés dans la question de notre position sur le problème polonais, rapportait Astakhov. S'il s'avère impossible de régler pacifiquement la question de Dantzig et que la

provocation polonaise continue, alors la guerre est possible. Le gouvernement allemand voudrait savoir quelle sera la position du gouvernement soviétique dans ce cas.

En cas de guerre, l'Allemagne récupère ses anciennes frontières, mais pas plus. Le gouvernement allemand « est prêt à faire tout son possible pour ne pas nous menacer et pour ne pas bousculer nos intérêts, mais il veut savoir ce que sont ces intérêts... », affirma Astakhov. Schnurre fit observer que la conclusion d'un accord entre l'URSS, la France et la Grande-Bretagne serait un bien piètre préambule à des négociations avec l'Allemagne<sup>28</sup>. Dans son propre compte rendu, Schnurre indique qu'Astakhov n'avait pas reçu d'instructions pour discuter des questions concernant la Pologne ou pour mener des négociations. Mais, alors que ce dernier, dans son rapport, affirmait ne rien avoir dit de particulier, Schnurre, dans le sien, mentionna que le chargé d'affaires soviétique avait voulu exprimer son point de vue personnel. « Les négociations avec la Grande-Bretagne, dit Astakhov, ont débuté à un moment où l'Allemagne n'avait pas encore manifesté son intention de parvenir à une entente. » Le gouvernement soviétique s'est engagé dans les pourparlers que l'on sait « sans beaucoup d'enthousiasme ». Quel choix, d'ailleurs, « avions-nous en la circonstance ? Maintenant, la situation a changé. Cependant, il n'est pas possible d'interrompre ce qui a été enclenché pour de bonnes raisons. » L'issue des négociations était incertaine, les options soviétiques restaient ouvertes<sup>29</sup>.

Les communications d'Astakhov avec Moscou étaient importantes, du moins pour déterminer les détails d'un possible *modus vivendi* territorial. Son câble du 10 août mit, semble-t-il, Moscou en alerte pour la première fois, lui faisant prendre conscience de l'imminence de la guerre et de la nécessité d'adopter une position rapidement. Par ailleurs, Schnurre et d'autres responsables allemands firent savoir à Astakhov qu'un accord avec la France et la Grande-Bretagne empêcherait une entente avec l'Allemagne : le gouvernement soviétique devait donc choisir une des deux options. Gel'fand fit observer plus tard à Rome que le 10 août avait été une date cruciale : c'est à cette date, en effet, que l'Allemagne avait commencé à faire fortement pression sur le gouvernement italien pour qu'il dévoile ses intentions<sup>30</sup>. Le 11 août, Molotov répondit laconiquement à la

lettre du 8 août adressée à Astakhov : « La liste des objectifs mentionnés dans votre lettre du 8 août nous intéresse. Des négociations à leur sujet nécessitent des préparatifs et des étapes transitoires pour passer d'un accord commercial à d'autres questions. Nous préférons conduire des négociations sur ces questions à Moscou<sup>31</sup>. » De toute évidence, le gouvernement soviétique mordait à l'hameçon allemand.

Tandis que les Allemands insistaient et faisaient pression sur les responsables soviétiques, les Britanniques s'efforçaient, dans une ultime tentative, de persuader Hitler de changer d'avis et d'éviter la guerre avec la Pologne. Lord Kemsley, propriétaire du *Sunday Times* et fervent partisan de l'*appeasement*, rencontra Hitler fin juillet. La conversation fut aimable : Hitler voulait des colonies et « l'annulation » du traité de Versailles. Poussé par Kemsley, il suggéra que chaque camp, allemand et britannique, couche ses exigences sur le papier afin qu'il en résulte une discussion. À son retour à Londres, Kemsley rencontra Wilson ; Halifax et Chamberlain acceptèrent la suggestion d'Hitler ; une lettre fut préparée et envoyée discrètement. Wilson rencontra aussi l'ambassadeur allemand le 3 août, jour de la rencontre Molotov-Schulenburg. Wilson fit savoir que, si Hitler relâchait les tensions, des discussions générales pourraient s'ensuivre. Selon Wilson, Dirksen proposa un programme susceptible d'intéresser Hitler ; selon Dirksen, Wilson confirma ce qu'il avait suggéré à Wohlthat en juillet et qui comportait un traité de non-agression et des négociations commerciales. Il avertit aussi que, si la nouvelle de ces négociations transpirait, Chamberlain serait peut-être amené à démissionner. Le programme Wilson-Dirksen ressemblait par certains côtés à ce que les Allemands avaient offert à Molotov. Chamberlain était enthousiaste, mais pas Hitler. Le führer voulait un accord avec l'URSS pour avoir les mains libres dans sa guerre contre la Pologne, un accord que les Britanniques, contrairement à Molotov, ne pouvaient pas conclure<sup>32</sup>.

### III

Les délégations française et britannique arrivèrent à Leningrad, tôt le matin du 10 août, et à Moscou le lendemain, jour où Molotov envoya son câble à Astakhov dans lequel il manifestait son intérêt pour les propositions allemandes. Une plaisanterie allemande circulait : « Pourquoi les

Anglais envoient-ils un amiral à la tête de leur mission à Moscou?» Réponse: «Ils ont subi tellement de naufrages diplomatiques dernièrement qu'ils pensent qu'un amiral leur fera éviter les récifs<sup>33</sup>.»

À leur arrivée à Moscou, les délégations se rendirent à leurs ambassades respectives. D'après Doumenc, Naggiar ne cachait pas son agitation et son impuissance à influencer les événements. Les négociations avec Molotov n'avaient pas donné de résultats, «parce que Paris et Londres chicanaien constamment pour céder toujours trop tard [...]».

«Apportez-vous quelque chose de net sur le passage à travers la Pologne?», demanda Naggiar. Doumenc répondit que Daladier lui avait donné l'instruction de ne pas accepter un accord militaire stipulant le droit de passage de l'Armée rouge à travers la Pologne. Doumenc devait indiquer au gouvernement soviétique qu'on lui demandait seulement de fournir une aide logistique militaire à la Pologne, voire toute autre aide de ce type que le gouvernement polonais pourrait finalement solliciter. «Si les Russes ne veulent pas conclure sur ces bases, j'ai une autre carte à jouer, et je la jouerai le cas échéant», ajouta Daladier. Celui-ci ne mentionna pas de quelle carte il s'agissait; en tout cas, Doumenc n'en a pas parlé.

«Ils n'ont donc ni lu ni compris mes dépêches», se plaignit Naggiar: les droits de passage étaient, en effet, une question fondamentale et incontournable. Doumenc prétendit que Drax avait pour instruction de retarder un accord. Naggiar était horrifié, disant à Doumenc que ces instructions pouvaient tuer les négociations<sup>34</sup>. Comme il le nota rétrospectivement: «Je demandai une convention militaire bien assise et l'on envoya de Paris et de Londres deux missions chargées de ne rien conclure à cet égard. Si invraisemblable que cela paraisse, cela n'en est pas moins vrai<sup>35</sup>.» Les éléments relatés par Naggiar et Doumenc, au contraire d'autres sources, nuancent ce que fut la détermination française par rapport à la conclusion d'une alliance avec les Soviétiques. En 1946, Daladier prétendit que l'insistance des Soviétiques sur le passage de l'Armée rouge fut une surprise «extraordinaire» pour le gouvernement français, alors que ce n'en était pas une du tout<sup>36</sup>.

Ayant attiré l'attention de son gouvernement, et cela de manière répétée, sur la nécessité de régler la question du libre passage, Naggiar ne savait plus que faire. Il avertit immédiatement Paris que les instructions britanniques étaient en désaccord avec ce qui avait été accepté par les trois

gouvernements. Ces directives étaient extrêmement dangereuses, « à moins que le gouvernement britannique [...] ne souhaite secrètement l'échec de pourparlers dont il déclare publiquement désirer le succès ». Le gouvernement soviétique doutait déjà au plus haut point des motivations franco-britanniques ; cela allait désormais s'accroître. Naggiar demanda à Bonnet d'intervenir à Londres<sup>37</sup>.

À Paris, le Quai d'Orsay, réagissant au câble de Naggiar du 12 août, demanda au Foreign Office « d'assouplir ses instructions » pour Drax. Seeds demanda la même chose à Halifax : le « général français a reçu comme consigne de faire de son mieux pour conclure un accord militaire le plus tôt possible, et cela ne correspond pas à ce qu'a reçu Drax ». Il demanda si le gouvernement voulait réellement un progrès dans les pourparlers, « par-delà les vagues généralités ». Sinon, ce serait dommage. « Tout, en effet, semble indiquer jusqu'à présent que les négociateurs militaires soviétiques sont sérieux<sup>38</sup>. » Les chefs d'état-major adjoints partageaient l'avis de Seeds ; le Foreign Office fit savoir que les instructions de Drax pouvaient être assouplies, mais pas complètement. Néanmoins, Halifax était étonné par les commentaires de Seeds sur les instructions à Doumenc, puisque la délégation française n'avait montré à Londres aucune impatience à conclure. « C'est très juste », nota Naggiar<sup>39</sup>.

Les pourparlers débutèrent à Moscou le 12 août, étant précédés la veille d'un banquet et d'un concert. Les négociations rencontrèrent leur premier écueil lorsque Vorochilov, conformément à ses instructions, posa sur la table les documents attestant ses pouvoirs et demanda à voir ceux de Drax et de Doumenc. Ce dernier produisit une vague lettre de délégation de pouvoirs signée Daladier. Drax, « un rien déconcerté », comme il le dit — « extrêmement gêné et toussotant », selon Doumenc —, dut répondre, « après un long silence », qu'il n'en avait pas : « Le maréchal Vorochilov sembla très déçu que les délégations franco-britanniques n'eussent pas les pleins pouvoirs. » Il accepta finalement de continuer, tandis que Drax demandait hâtivement à Londres d'envoyer par courrier exprès des instructions écrites ! Le Foreign Office s'exécuta : Drax avait autorité pour discuter et négocier, mais pas pour signer. « Il était étonnant que l'on nous ait laissés partir sans nous fournir de lettres de créance ou des documents équivalents », écrivit Drax par la suite. Doumenc fit la même observation<sup>40</sup>.

Les gouvernements français et britannique avaient prévu s'en tenir aux généralités dans les négociations. Pas Vorochilov. Une fois encore, conformément à ses instructions, il voulut discuter des plans opérationnels : il n'entendait pas laisser les Franco-Britanniques esquiver la question. Le 13 août, après avoir écouté un exposé de Doumenc, Vorochilov demanda comment ses interlocuteurs envisageaient le rôle de l'URSS en cas d'agression contre les puissances alliées éventuelles, et en particulier contre la Pologne et la Roumanie. Comme l'indiqua Doumenc, « le maréchal, avec une sorte de rondeur apparente, nous mettait ainsi au pied du mur ». Aucune parole équivoque, aucune manœuvre, aucune retraite diplomatique n'étaient possibles<sup>41</sup>.

Le lendemain, Vorochilov répéta sa question. Doumenc, respectant les instructions de Daladier, répondit que chaque allié défendrait son propre territoire, demandant de l'aide si nécessaire.

« Et s'ils ne la demandent pas... à temps ? », interrogea Vorochilov. Doumenc répondit évasivement ; Drax fit remarquer que la Pologne et la Roumanie allaient « bientôt [“dans deux semaines”, d'après Doumenc] devenir des provinces allemandes » si elles refusaient le soutien militaire soviétique. Le maréchal permit à ses interlocuteurs de tourner autour du pot encore un petit moment, puis il les interrompit :

Je veux une réponse claire à ma question très précise concernant les opérations combinées des forces armées de la Grande-Bretagne, de la France et de l'URSS contre l'ennemi commun [...] s'il attaque. C'est tout ce que je veux savoir [...]. Les états-majors généraux franco-britanniques pensent-ils que les forces terrestres soviétiques seront admises sur le territoire polonais afin d'aller au devant de l'ennemi en cas d'attaque contre la Pologne ?

Doumenc et Drax, pris de court, essayèrent encore d'esquiver, mais Vorochilov ne le toléra point. « Je veux une réponse directe [...]. Vous pensez que la Pologne et la Roumanie demanderont notre aide. Je doute qu'il en soit ainsi. Elles pourront [...] ou non demander de l'aide, ou le faire trop tard. » Dans ce cas, « leurs forces seront anéanties. Ces troupes devraient être utilisées comme un atout allié supplémentaire ; leur destruction n'est pas dans l'intérêt de la France ou de la Grande-Bretagne ni de l'URSS<sup>42</sup>. »



Après cinq ans de discussions et d'esquive — depuis 1934 en fait — Vorochilov, comme l'observa Doumenc, avait coincé ses prétendus alliés. Les Britanniques demandèrent une pause d'un quart d'heure. En quittant la salle de conférence, Drax était stupéfait. Il pensait que sa mission était finie. « Nous [...] pensions pouvoir obtenir le soutien soviétique sans traiter des questions fondamentales », écrivit Doumenc. Pourtant Naggiar n'était pas prêt à s'avouer vaincu. Je vous l'avais dit, câbla-t-il à Paris. Mais il n'était pas encore trop tard pour extorquer une réponse des Polonais et des Roumains. Seeds, appuyant Naggiar, communiqua avec Londres. La Grande-Bretagne et la France étaient les « requérants dans cette affaire », dit-il ; il leur incombait d'obtenir une réponse de la Pologne<sup>43</sup>.

Les délégations française et britannique informèrent les Soviétiques, le 15 août, qu'elle avaient transmis les questions de Vorochilov à Paris et à Londres. Les discussions générales continuèrent en attendant les réponses : les délégués soviétiques offrirent cent divisions pour étayer leur théorie de la défense de la Pologne. Doumenc dut se montrer imaginaire, puisque les Français n'avaient pas de plans offensifs en vue d'aider les Polonais, mais il ne pouvait guère l'avouer. Vorochilov laissa ces discussions se poursuivre jusqu'au 17 août, lorsque, finalement, il les interrompit, déclarant que la planification opérationnelle ne pouvait débiter sans une réponse à sa « question cardinale », comme il l'appelait, sur les droits de passage de l'Armée rouge. Les gouvernements français et britannique n'avaient toujours pas répondu ; aussi, les autres rencontres furent-elles ajournées jusqu'au 21 août.

À Londres, les chefs d'état-major adjoints, que Chamberlain avait parfois essayé de manipuler ou de feinter, regimbaient. « Vu la vitesse à laquelle les événements progressent, ce rapport peut fort bien être largement obsolète avant d'avoir été diffusé, mais nous pensons qu'il peut y avoir intérêt à enregistrer certaines observations générales sur la question importante de l'utilisation des territoires polonais et roumain par les forces russes », dirent-ils d'un ton plein de sous-entendus. Vorochilov aurait pu avoir écrit le rapport. Celui-ci indiquait qu'il n'y avait plus « de temps pour les demi-mesures » ; la « pression la plus forte » devait être appliquée sur la Pologne et la Roumanie ; il fallait « donner aux Russes toutes les facilités pour prêter assistance » à ces pays, afin qu'ils pèsent de tout leur poids « du côté des puissances opposées à l'agression ».

Il est parfaitement clair que sans l'aide effective russe dès le début, les Polonais ne peuvent espérer s'opposer à une attaque allemande [...] pendant très longtemps. Il en est de même pour les Roumains avec une résistance encore plus brève.

La livraison d'armes et de matériel de guerre ne suffit pas. Si les Russes doivent soutenir la résistance à l'agression allemande contre la Pologne et la Roumanie, ils ne peuvent le faire efficacement que sur le sol de celle-ci ; [...] si on devait attendre le début de la guerre pour obtenir la permission, il serait alors trop tard. Le seul espoir restant aux alliés serait de venger la Pologne et la Roumanie et peut-être de restaurer leur indépendance suite à une défaite de l'Allemagne après une longue guerre.

Sans une aide effective et immédiate de la Russie [...], la guerre sera plus longue, et les chances plus minces pour la Pologne et la Roumanie d'en émerger à la fin comme des États indépendants ayant sauvé leurs frontières originales.

Qui peut dire aujourd'hui que les chefs adjoints avaient tort ? Il aurait fallu présenter la « désagréable vérité avec une franchise absolue » à Varsovie et à Bucarest. Un traité avec l'URSS était « la meilleure façon d'éviter une guerre » ; en cas d'échec, la Pologne et la Roumanie allaient devoir payer le prix d'un éventuel rapprochement germano-soviétique<sup>44</sup>. Pendant que se déroulait ce drame, le Foreign Office continuait à produire des documents sur l'agression indirecte ! « Comique si cela n'était pas tragique », scribouilla Naggiar<sup>45</sup>.

À Paris, l'ultimatum de Vorochilov et les télégrammes de Naggiar incitèrent le Quai d'Orsay à faire pression sur le gouvernement polonais pour qu'il accepte le passage de l'Armée rouge sur son territoire. Les Polonais avaient jusqu'ici refusé de coopérer. Moscou aurait pu penser que la Pologne était effrayée, et ainsi augmenter le prix de son aide. « Marchander avec le gouvernement soviétique [...], c'était comme être dans un souk, remarqua un responsable polonais : l'essentiel était de ne pas montrer d'intérêt pour ce qu'on voulait réellement acheter<sup>46</sup>. »

Le 15 août, Bonnet convoqua l'ambassadeur Łukasiewicz, qui déclara que Beck rejetterait certainement une demande de passage venant des Soviétiques<sup>47</sup>. Bonnet demanda à Noël de rencontrer Beck ; l'attaché militaire français, le général Félix-Joseph Musse, fut renvoyé à Varsovie. Alors que l'on était en pleine crise, « l'attaché militaire était parti en

vacances à Biarritz », commenta Naggiar. La situation était pire encore : ni Noël ni Musse n'étaient prêts à appliquer leurs instructions rigoureusement. Noël craignait de compromettre sa position personnelle à Varsovie ; Musse était sensible à l'influence polonaise et mettait en doute la bonne foi soviétique tout autant que les Polonais<sup>48</sup>.

Noël rencontra Beck le 18 août : le gouvernement polonais s'opposait vigoureusement au droit de passage. Selon le leader polonais, l'accorder aurait rendu la guerre inévitable ; en tout cas, on ne pouvait pas faire confiance au gouvernement soviétique ni à l'Armée rouge pour fournir une aide véritable à la Pologne. Doumenc voulut envoyer un officier supérieur à Varsovie en vue de faire avancer les négociations ; mais Paris s'y opposa, par peur d'une publicité inopportune. Il envoya à la place un subalterne, le capitaine André Beaufre, qui ne pouvait espérer influencer Noël ou Musse. Incident typique de ces négociations, Beaufre manqua l'avion qui devait le ramener à Moscou. Cet acte manqué provoqua de nouvelles notes marginales sarcastiques de la part de Naggiar. Celui-ci pensait qu'avec de tels messagers, les négociations n'avaient aucune chance de succès. Du reste, il était convaincu que si les Polonais n'acceptaient pas le droit de passage, les pourparlers à Moscou échoueraient<sup>49</sup>.

Le Foreign Office recommanda à Kennard, l'ambassadeur britannique à Varsovie, de soutenir les Français ; mais il n'eut pas plus de succès. « Nous avons fait de notre mieux », dit-il, mais le gouvernement polonais est inébranlable. « Le passage des forces russes est le roc sur lequel ont sombré toutes les propositions d'alliance commune en Europe de l'Est ». À part les animosités nationales séculaires, la position polonaise était dictée par « des impératifs de politique intérieure » (dues aux larges minorités ukrainiennes et biélorusses habitant l'est de la Pologne).

Il est impensable que la structure politique actuelle de la Galicie orientale puisse survivre à l'entrée des troupes russes, surtout au moment où le communisme représente un certain attrait pour les jeunes Ukrainiens. Dans la région de Vilna, la plus grande partie de la population des Russes blancs n'a aucune maturité politique et est facilement influencée par la propagande soviétique<sup>50</sup>.

Noël soumit des conclusions semblables à Paris. Le Foreign Office envoya des instructions complémentaires, mais Kennard répondit qu'il

avait déjà utilisé ses meilleurs arguments et était décidé à « s'abstenir de toute nouvelle initiative<sup>51</sup> ». Le Quai d'Orsay enjoignit à Noël d'essayer encore. Le 21 août, en réponse à l'insistance de Naggiar, le gouvernement français autorisa Doumenc — bien que les Britanniques n'aient jamais envoyé les mêmes instructions à Drax — à signer le meilleur accord qu'il puisse obtenir à Moscou. « Trop tard », fit observer Naggiar<sup>52</sup>.

#### IV

Le 12 août, Astakhov fit part à Schnurre des instructions de Molotov (données la veille) : le gouvernement soviétique était prêt à envisager des négociations politiques après les préparatifs d'usage et les phases transitoires d'un accord commercial. Schnurre demanda ce qu'il en était de la question polonaise. Astakhov ne pouvait rien dire de précis. Il avisa Molotov qu'il restait peu de temps et qu'une progression par étapes n'intéressait pas les Allemands. Ils voulaient discuter les questions « politico-territoriales afin d'avoir les mains libres en cas de conflit avec la Pologne [...] ». Qui plus est, ils étaient préoccupés par les négociations avec les Anglais et les Français et étaient déterminés à faire des offres pour éviter un accord — désintéressé pour les pays baltes, la Bessarabie, la Pologne orientale, sans parler de l'Ukraine. En échange, les Allemands voulaient seulement « la promesse d'une non-intervention dans un conflit avec la Pologne ». Dans une autre lettre le même jour, Astakhov avertit ses supérieurs que la guerre avec la Pologne était sur le point d'éclater. Il n'eut pas besoin d'ajouter que le gouvernement soviétique devait agir au plus vite afin d'assurer sa défense<sup>53</sup>.

Le 13 août, tandis que les discussions militaires devenaient sérieuses, Schnurre revint avec un message encore plus précis pour Astakhov : « Les événements s'accroissent, et il n'y a pas de temps à perdre. » L'URSS devra décider si elle est l'amie ou l'adversaire de l'Allemagne<sup>54</sup>. Le 15 août, Schulenburg proposa à Molotov une rencontre avec Ribbentrop (à Moscou), afin de régler les différends en suspens ; il lut une longue lettre de Ribbentrop dans laquelle celui-ci exprimait de la part du gouvernement allemand le désir d'établir de meilleures relations avec l'URSS. Molotov abandonna sa réserve et ses soupçons antérieurs. Il demanda si le gouvernement allemand était prêt à signer un pacte de non-agression.

Voulait-il exercer son influence sur le Japon pour arrêter les combats à la frontière mandchoue ? Bien qu'il soit resté vague sur la date d'une visite de Ribbentrop — cela nécessitait « des préparatifs idoines » —, Molotov se montra intéressé par l'ouverture allemande. Schulenburg était maintenant plus optimiste sur la conclusion d'un accord, contrairement à son impression lors de la rencontre du 3 août<sup>55</sup>. Ce fut le 15 août également que Doumenc et Drax promirent à Vorochilov de demander des instructions concernant le droit de passage de l'Armée rouge sur les territoires de la Pologne et de la Roumanie.

Le lendemain, Astakhov câbla que, selon le chargé d'affaires italien, les Allemands ne discutaient plus la question de Dantzig isolément mais comme une partie de l'ensemble du problème de la Pologne, dont l'avenir paraissait « extrêmement sombre ». La situation « est si tendue que la possibilité d'un conflit mondial n'est nullement exclue. Tout cela doit se décider au plus tard au cours des trois prochaines semaines<sup>56</sup>. » La guerre était imminente. Le gouvernement soviétique voulait-il y prendre part avec des partenaires aussi incertains que la Grande-Bretagne et la France ? Doumenc et Drax avaient tourné autour des questions difficiles de Vorochilov pendant plusieurs jours. Cela fit mauvaise impression sur le gouvernement soviétique, lequel était mis, lui aussi, au pied du mur sur la question de la paix ou de la guerre.

Le 17 août, Schulenburg dit à Molotov que le gouvernement allemand était intéressé par un pacte de non-agression. Il demanda un éclaircissement de la position soviétique sur les pays baltes ; Molotov esquiva la question. À ses yeux, cela devait être réglé entre les deux gouvernements. Schulenburg répéta que son gouvernement était pressé et n'avait pas l'intention « de tolérer les provocations polonaises ». Il demanda l'accord des soviétiques pour une rencontre avec Ribbentrop cette semaine-là ou la suivante, ainsi qu'une réponse rapide. Molotov remit à Schulenburg un mémorandum proposant un pacte de non-agression ou une réaffirmation du traité de Berlin de 1926 sur la neutralité, avec un protocole définissant les intérêts allemands et soviétiques en politique étrangère. Molotov ajouta que Staline était informé de ces propositions et y souscrivait. Mais avant que des négociations politiques puissent commencer, il fallait conclure l'accord commercial. « Ce sera la première étape qu'il nous faudra faire sur le chemin de l'amélioration des relations. » Quant à

la pertinence de la visite de Ribbentrop, Molotov appréciait la volonté du gouvernement allemand d'envoyer un responsable de haut rang à Moscou, contrairement aux Britanniques qui n'avaient trouvé que Strang à envoyer. Avant son arrivée, on devait faire les préparatifs nécessaires : l'URSS ne souhaitait pas créer prématurément un « tollé » général<sup>57</sup>. Le compte rendu de Schulenburg correspondait à celui de Molotov et indiquait que la politique soviétique avait fait un long chemin en deux semaines pendant que Vorochilov attendait toujours une réponse de Paris et de Londres sur les droits de passage. La remarque gratuite de Molotov à l'endroit de la mission de Strang était une bonne indication de l'état d'esprit soviétique.

L'attitude russe inquiétait les Turcs. Leur ambassadeur à Moscou, A. Aktai, vit Molotov le même jour que Schulenburg pour transmettre les espoirs du président İsmet İnönü de voir bientôt conclu un accord avec la France et la Grande-Bretagne. Celui-ci était essentiel à la sauvegarde de la paix et correspondait aux intérêts généraux de la Turquie et de l'URSS. « Les négociations ont traîné, mais pas à cause de nous », répondit Molotov. « Nous avons fait et faisons encore tout notre possible, mais tout ne dépend pas de nous<sup>58</sup>. » Vu les propositions de Molotov à Schulenburg, cette réponse constituait une attitude déloyale à l'égard d'un vieil allié.

Le 19 août, le gouvernement soviétique attendait toujours une réponse franco-britannique ; pendant ce temps, Schulenburg se rendit chez Molotov. Il s'excusa de son insistance, mais la situation était « inhabituelle » et il fallait user de « méthodes expéditives » pour parvenir à un accord. « À Berlin on craint la guerre entre l'Allemagne et la Pologne. » Le moindre incident peut déclencher les hostilités. Jouant sur les peurs soviétiques, Schulenburg se servait une fois de plus de ce vieil argument pour demander un accord à Molotov. L'Allemagne avait besoin de connaître la position de l'URSS en cas de guerre. Ribbentrop était pressé : si l'on en croit Schulenburg, on était d'accord globalement sur toutes les questions. « Hitler est prêt à prendre en considération tous les désirs de l'URSS. » L'ambassadeur insista sur un assentiment rapide au voyage de Ribbentrop à Moscou. Selon le compte rendu soviétique, Molotov rétorqua qu'il transmettrait la communication de Schulenburg à son gouvernement. De toute façon, avant l'arrivée du ministre des Affaires étrangères, il fallait que l'accord soit « plus ou moins » réglé. Et les

négociations commerciales n'avaient pas encore abouti. Cette approche pas à pas, et avec trop de questions à régler, exaspérait Schulenburg, qui insista pour qu'un accord sur la date d'arrivée de Ribbentrop à Moscou soit conclu. Molotov s'amusa un peu avec l'ambassadeur, demandant innocemment si l'empressement allemand était lié aux relations germano-polonaises. Schulenburg répondit par l'affirmative, rappelant à Molotov que le gouvernement allemand désirait tenir compte des intérêts soviétiques « avant le déferlement des événements ». Le jeu se continua quelque peu, Molotov faisant languir Schulenburg et celui-ci insistant presque désespérément. À la fin de l'après-midi, le jeu avait apparemment pris fin, car Molotov rappela l'ambassadeur pour lui remettre un projet de pacte de non-agression et l'informer que Ribbentrop pouvait venir à Moscou les 26 et 27 août. « Molotov ne donna pas de raison à son changement d'attitude soudain », rapporta Schulenburg ; « je suppose que Staline était intervenu ». Si tel est le cas, faut-il en conclure que Molotov a résisté pour favoriser un accord avec la France et la Grande-Bretagne ? Aucune réponse n'est possible à partir des documents dont nous disposons actuellement<sup>59</sup>.

À Berlin, les représentants soviétiques ne signèrent pas l'accord commercial pendant que Molotov et Schulenburg se mesuraient à Moscou. Schnurre dit que cette halte n'avait rien à voir avec l'accord proprement dit. « Les raisons avancées par les Russes sont des prétextes évidents. Il est clair que Moscou leur a ordonné, pour des raisons politiques, de retarder la signature du traité. » Le 20 août, Hitler, impatient de conclure afin de pouvoir agir contre la Pologne, envoya un câble à Staline demandant une rencontre au plus tôt. Staline fut d'accord<sup>60</sup>. Le 21 août, Tass annonça qu'un accord commercial germano-soviétique avait été signé et, le 22, que Ribbentrop était attendu à Moscou le lendemain en vue de conclure un pacte de non-agression<sup>61</sup>.

## V

L'annonce de l'accord commercial arriva alors que les délégations franco-britanniques rencontraient Vorochilov pour la dernière fois. Elles n'avaient toujours pas de réponse de Paris ni de Londres sur les droits de passage ; toutefois, Drax put enfin présenter ses lettres de créance. Il

suggéra d'ajourner les entretiens ultérieurs pendant trois ou quatre jours, mais Vorochilov proposa l'ajournement *sine die*. Il n'y avait rien à discuter tant que Paris et Londres n'auraient pas répondu. Il évoqua la possibilité de reprendre les pourparlers et de conclure un accord mais, étant donné les discussions entre Molotov et Schulenburg, ce n'était que pure courtoisie. Le gouvernement soviétique avait une bonne idée de la réponse polonaise aux démarches franco-britanniques. L'ambassadeur d'URSS à Varsovie rapporta que la presse polonaise regorgeait de commentaires railleurs sur la coopération avec l'URSS. Doumenc et Drax essayèrent de poursuivre les discussions, mais Vorochilov déclina l'invitation<sup>62</sup>.

Doumenc le rencontra en privé le soir du 22 août dans une ultime tentative pour sauver la situation. Il dit que le gouvernement français l'avait autorisé à signer un accord par lequel la Pologne consentait au passage de l'Armée rouge.

« Et le gouvernement britannique ? », demanda Vorochilov. Doumenc ne savait pas.

Qu'en était-il des gouvernements polonais et roumain ? Doumenc ne pouvait pas le dire. « Je suis persuadé que les Polonais désireraient participer directement à nos pourparlers s'ils avaient donné leur consentement au passage des troupes soviétiques. Ils auraient certainement insisté [...]. Comme ce n'est pas le cas, je doute qu'ils aient été informés, répliqua Vorochilov.

— C'est possible, concéda Doumenc.

— Attendons que tout se clarifie.

— J'attendrais volontiers, mais je ne voudrais pas attendre pour rien. Je serai franc avec vous, M. le maréchal, dit Doumenc. On a annoncé que quelqu'un doit arriver bientôt ; pour moi de telles visites ne sont pas plaisantes.

— C'est vrai. Mais la faute en incombe aux Français et aux Anglais. La question de la coopération militaire est importante pour nous depuis des années, répondit Vorochilov, mais elle n'a pas été résolue [...] ». Et puis il souleva la question de la Tchécoslovaquie. Doumenc répliqua d'une manière peu convaincante. Le message principal demeurait que Vorochilov ne souhaitait pas poursuivre les pourparlers, même s'il laissait la porte entrebâillée, peut-être par politesse ou simplement parce que le gouvernement soviétique n'aimait jamais se priver d'une option<sup>63</sup>.



Seeds se rendit chez Molotov, le même soir, après la visite de Doumenc à Vorochilov. La rencontre fut houleuse. Molotov rejeta avec colère les accusations de mauvaise foi de Seeds. Il ne tolérerait pas dorénavant que les Britanniques « jugent le gouvernement soviétique ».

« Vous auriez dû nous avertir, accusa Seeds.

— Le gouvernement britannique ne nous avise pas des changements de sa politique, rétorqua Molotov.

— C'est différent, répliqua Seeds. »

Molotov répliqua que le gouvernement britannique n'était pas sérieux. Le « paroxysme de l'hypocrisie a été atteint lorsque les missions militaires sont arrivées à Moscou les mains vides » et sans aucune volonté de traiter de la question du passage de l'Armée rouge sur le territoire de la Pologne et de la Roumanie. Vous ne faisiez que « jouer avec nous », accusa-t-il. Finalement, le gouvernement soviétique avait décidé — « soit la veille, soit l'avant-veille », estima Seeds — d'accepter les propositions allemandes.

Il nia que la mission britannique fût arrivée « les mains vides » (même si Doumenc avait utilisé une expression semblable en discutant de ses instructions avec Léger). Molotov balaya d'un geste ses explications. La question du passage avait été soulevée « plusieurs fois auparavant<sup>64</sup> ». Qui aurait pu prétendre que Molotov avait tort ? Même en 1935, fit remarquer Naggiar, l'URSS avait proposé « des formules fortes d'engagement auxquelles on répondait par des formules faibles<sup>65</sup> ». Payart rendit visite à Potemkine début septembre. Il lui arrivait parfois de montrer ses sentiments. Ce fut le cas cette fois-là. Payart dit qu'il regrettait le pacte de non-agression et qu'il avait toujours été un défenseur de la coopération franco-soviétique. Maintenant, il devait avouer sa tristesse devant la perte d'une de ses « illusions ». « Face à ces lamentations, je répondis que les seuls responsables de l'échec des tentatives d'accord politique franco-anglo-soviétique étaient les gouvernements de France et de Grande-Bretagne », écrivit Potemkine<sup>66</sup>.

Le 23 août les Polonais consentirent finalement à une éventuelle forme de coopération soviéto-polonaise en cas d'agression allemande et firent savoir à Doumenc qu'une « collaboration entre la Pologne et l'URSS dans des conditions techniques à déterminer n'était pas exclue ». Naggiar considéra que ce n'était pas assez. Le refus polonais de conclure avec l'URSS était une « maladie » politique, selon Noël<sup>67</sup>. Le même jour,

Bonnet télégraphia à Bucarest, affirmant faussement aux Roumains que les Polonais avaient accepté les droits de passage et que leur gouvernement devrait en faire autant. C'était « inexact » et un acte désespéré, nota Naggiar. « C'est en avril qu'il fallait agir à Bucarest et à Varsovie<sup>68</sup>. » Depuis Berlin, Coulondre avisa Naggiar qu'il détenait d'un haut responsable allemand des informations confidentielles selon lesquelles les gouvernements allemand et soviétique n'avaient rien décidé de très précis entre eux et que leur entente n'était formulée qu'en termes extrêmement généraux. Il était toujours temps d'agir à Moscou<sup>69</sup>.

## VI

En fait, il était trop tard. Ribbentrop arriva à Moscou le 23 août et signa tôt le lendemain matin un pacte de non-agression. Le pacte comportait un protocole secret aux termes bien connus mais qu'on peut résumer comme suit. Dans le cas d'une reconstruction politico-territoriale, la Finlande, l'Estonie, la Lettonie, la Bessarabie et la partie de la Pologne à l'est de la Narev, de la Vistule et de la San tombent dans la « sphère d'influence » soviétique, la Lituanie et le reste de la Pologne étant attribués à l'Allemagne. « La question de savoir si les deux parties contractantes ont intérêt à préserver l'indépendance du gouvernement polonais et à maintenir ses frontières ne pourra finalement être clarifiée qu'à la faveur de développements politiques ultérieurs. » Chaque camp convint de garder le protocole « strictement confidentiel<sup>70</sup> ».

Ribbentrop aurait voulu ajouter des passages fleuris sur l'amitié germano-soviétique, mais Staline refusa. Les deux nations avaient déversé l'une sur l'autre « des seaux de merde » depuis des années ; il fallait donner du temps à l'opinion publique russe pour s'habituer à l'idée. Une fois les affaires conclues, on leva les verres de vodka, on échangea des plaisanteries et des photographes vinrent immortaliser l'événement. Apparemment, Staline but de l'eau et non de la vodka. « J'ai dû lever mon verre à Hitler [...], se souvint Molotov : c'est ça la diplomatie<sup>71</sup>. »

Les gouvernements français et britannique avaient été avertis maintes fois, depuis des années, du danger d'un rapprochement germano-soviétique. Litvinov, parmi bien d'autres, l'avait fait de manière répétée, de même qu'Alphand, Coulondre, Payart et Naggiar. « Combien de fois »

n'ai-je pas dit, remarqua Alphan : « Appliquez l'accord [d'assistance mutuelle] avec l'URSS, sinon les Russes s'entendront avec les Allemands<sup>72</sup> ! » Cela n'avait servi à rien. Les gouvernements français et britannique ne prirent pas ces avertissements au sérieux — ou en tout cas, pas assez.

À Varsovie, Beck n'était pas troublé par les développements soudains qui confirmaient simplement ses soupçons à l'égard du gouvernement soviétique. Il dit à Noël que rien n'avait vraiment changé. Lorsque Naggiar vit ce rapport, il observa : on ne peut rien imaginer de plus fou<sup>73</sup>. Le Foreign Office prit le retournement soudain avec moins de sérénité. Sargent se plaignit des lacunes des renseignements britanniques : comment avaient-ils pu être tellement pris au dépourvu ? L'ironie de la chose était qu'il avait précédemment raillé le danger d'un rapprochement germano-soviétique, le dénonçant comme une « vaine menace » de Litvinov. Collier avait surveillé le danger potentiel depuis des années et avait souvent affronté Sargent. Le retournement de la politique soviétique s'était produit si rapidement que les sources de renseignements avaient pu ne pas disposer d'assez de temps pour le saisir. Le Département d'État à Washington ne communiqua des informations à l'ambassadeur de Grande-Bretagne que le 17 août, alors qu'il était probablement trop tard. Le gouvernement soviétique avait publié un communiqué de presse le 22 juillet signalant que les négociations commerciales germano-soviétiques reprenaient. Schnurre s'y était opposé implicitement pour éviter une révélation prématurée. Si les Franco-Britanniques s'étaient souvenus de l'avertissement de Potemkine en février, à savoir que les négociations économiques menaient souvent à des discussions politiques, ils s'en seraient davantage préoccupés. Car, comme Litvinov l'avait rappelé à Payart en mars, « il ne pouvait y avoir qu'une étroite interdépendance entre les relations politiques et les relations économiques [...] ». En fait, les gouvernements français et britannique n'auraient pas dû avoir besoin de ces avertissements : lier les négociations économiques et politiques était une vieille stratégie soviétique<sup>74</sup>.

À Paris, Daladier estima que la Wehrmacht pénétrerait en Pologne dans les jours suivants. Il condamna tout autant la « folie » des Polonais que la « duplicité » des Soviétiques, même s'il ne pouvait pas trop critiquer ces derniers<sup>75</sup>. En septembre, le président du Sénat, Jules Jeanneney,

lui demanda si « la collusion germano-soviétique » avait surpris l'état-major général. « Non, elle était mise depuis longtemps dans les possibilités [...]. Tout de même, quelle fourberie de la part de Staline », répondit Daladier. « Il amusait notre mission militaire à Moscou par des exigences interminables. » Par exemple, ajouta-t-il, les droits de passage sur le territoire polonais ; ceux-ci ont été difficiles à obtenir des Polonais, mais finalement ces derniers y ont consenti. Mais, alors, cela s'est avéré insuffisant pour les Russes<sup>76</sup>. En fait, cette explication du ministre français était fautive, comme Bonnet, Daladier était impatient de rejeter l'échec des négociations sur le gouvernement soviétique.

Après avoir reçu la nouvelle de Moscou, Bonnet fit appeler Souritz pour se plaindre. Le pacte de non-agression avait produit « une douloureuse impression » au Cabinet. Ils étaient tous « stupéfaits » que le gouvernement soviétique eût conclu un accord avec l'Allemagne pendant que la mission franco-britannique était à Moscou. Bonnet prétendit que le gouvernement polonais avait consenti aux droits de passage, même si Souritz en doutait ou savait la vérité. Bonnet câbla à Naggiar d'invoquer la clause consultative du pacte d'assistance mutuelle franco-soviétique de 1935. « Un peu tard », pensa Naggiar<sup>77</sup>. Bonnet, enfin, commença à courtiser Rome pour obtenir la médiation de l'Italie — comme avant Munich —, afin d'éviter une invasion allemande de la Pologne. De toute évidence, les Français étaient à court d'idées. À Londres, le gouvernement Chamberlain chercha une issue jusqu'à la dernière minute, mais sans succès.

## VII

Que doit-on penser de ces événements extraordinaires ? Staline a peut-être voulu faire payer aux gouvernements français et britannique leur réponse évasive à la sécurité collective. C'est du moins ce que pensait Naggiar. « Après Munich, c'est la réponse du berger à la bergère », nota-t-il<sup>78</sup>. Staline faisait-il plus confiance à Hitler qu'à Chamberlain et à Daladier ? Là n'était pas la question : il ne faisait confiance à personne. Il s'agissait, en réalité, de gagner du temps ou de se mettre rapidement à l'abri. Sa décision s'apparentait à celle des Franco-Britanniques en 1938 de ne pas se battre pour la Tchécoslovaquie. Cela encourageait le « crocodile » à guetter d'autres proies.

Le gouvernement soviétique avait-il une autre option de défense que la conclusion avec l'Allemagne d'un pacte de non-agression ? Souritz et Potemkine en offrirent une en mai, mais Molotov ne la retint pas. Le gouvernement britannique était divisé et hésitant. Les Français réagirent davantage mais, faute de pouvoir persuader les Britanniques, ils suivirent dans leurs démarches. Que dire alors de la Pologne, cet écueil sur lequel se brisa la sécurité collective : agresseur en 1938 et victime en 1939. L'URSS pouvait-elle refuser un pacte de non-agression avec l'Allemagne, alors que les gouvernements français et britannique s'opposaient à une alliance « inclusive » et que la Pologne méprisait le soutien soviétique ?

Le gouvernement soviétique aurait-il dû attendre les Britanniques ? Les adversaires de l'*appeasement* en Grande-Bretagne, Churchill en particulier, triomphèrent en fin de compte, comme l'avait prédit parfois Maiski. La position soviétique fut-elle trop inflexible malgré la suffisance et les réticences franco-britanniques ? On doit répondre que la position soviétique était à la fois inflexible et justifiée. Par la feinte, les Soviétiques auraient pu obtenir ce qu'ils voulaient, comme Souritz et Potemkine le suggérèrent, si Molotov avait eu la patience de jouer le jeu. Staline ne l'avait pas. La guerre était imminente et les Allemands intimèrent à Molotov de choisir ses amis. Voici comment, selon les souvenirs de Molotov :

Si nous n'étions pas allés vers les Allemands en 1939, ils auraient envahi toute la Pologne jusqu'à notre ancienne frontière. C'est pourquoi nous en sommes arrivés à un arrangement avec eux. Ils ne pouvaient le refuser. Ils prirent l'initiative du pacte de non-agression. Nous ne pouvions défendre la Pologne, car elle ne voulait rien savoir de nous, et la guerre était proche. Étant donné cette situation, [nous demandâmes] qu'on nous donne juste cette partie de la Pologne que nous considérions indiscutablement comme appartenant à l'URSS<sup>79</sup>.

Compte tenu des réticences britanniques et de la faiblesse française, l'option occidentale des Soviétiques était-elle trop risquée ? Il est en tout cas indéniable que Chamberlain ne voulait pas d'une alliance avec l'URSS. De son propre aveu, c'est l'opinion publique et le Parlement qui l'avaient poussé au-delà des limites qu'il s'était imposées ; et même alors il était contre cette alliance ; il ne fut donc pas désolé de l'échec des

négociations. Pendant que les Allemands courtoisaient Molotov, Chamberlain soumettait son offre de négociations à Hitler, espérant seulement qu'il arrête ses menaces et retienne son armée. Certes, la politique britannique changea en 1939, mais Chamberlain, Wilson et Halifax (celui-ci dans une moindre mesure) étaient récalcitrants et s'acheminaient à reculons vers une politique plus ferme. Et que dire des Français ? Personne ne faisait confiance à Bonnet, et Daladier était un « taureau aux cornes d'escargot ». Mandel, qui vit Souritz régulièrement, encouragea une position soviétique ferme afin d'empêcher le gouvernement français de se défilier devant une véritable alliance.

Une longue mythologie s'est développée à propos du pacte de non-agression germano-soviétique. Elle était déjà enclenchée durant l'été 1939, lorsque les Français et les Britanniques révélèrent des informations à la presse pour préparer l'opinion publique à un éventuel échec des négociations et pour en imputer la responsabilité à l'URSS. Selon cette mythologie, le gouvernement soviétique aurait été de connivence avec l'Allemagne et aurait cherché activement et par ruse un pacte de non-agression ; durant les négociations de 1939, Molotov n'aurait pas cessé d'imposer de nouvelles exigences à la France et à la Grande-Bretagne afin de donner aux Allemands le temps d'arriver ; par ailleurs, la demande soviétique des droits de passage aurait été une « surprise » aux pourparlers de Moscou. Dès lors, c'est le pacte de non-agression qui aurait causé la Seconde Guerre mondiale.

Après la guerre, Daladier accusa même les communistes français de trahison à cause du pacte de non-agression, mais il portait lui aussi une lourde responsabilité dans ce qui était arrivé en août 1939<sup>80</sup>. De même Chamberlain, surtout Chamberlain. La suffisance franco-britannique dans la préparation des conversations militaires à Moscou ne fit que refléter l'hostilité antisoviétique, le refus d'abandonner les derniers espoirs d'arranger Hitler et, dans le cas des Français, un manque de détermination qui les conduisit à suivre une « ligne anglaise » malgré leurs appréhensions. La stratégie dilatoire franco-britannique, faite de généralités et d'esquives concernant la question des droits de passage, défiait les attentes soviétiques en matière de plans opérationnels, d'engagements précis et d'entente rapide. À moins de considérer les décideurs politiques franco-britanniques — Chamberlain, Halifax, Daladier,

Bonnet — comme des imbéciles, ce qu'ils n'étaient certainement pas, on doit affirmer que leur politique à l'égard de l'URSS en 1939 était moins une bourde qu'un risque calculé qui tourna mal.

On peut dire la même chose de la politique soviétique. Bien que nous ne disposions pas de toutes les preuves du côté soviétique, les archives que nous possédons à l'heure actuelle indiquent que les Allemands ont courtoisément le gouvernement soviétique depuis mai, celui-ci résistant jusqu'à la fin juillet ou au début août. Les éléments-clés de la politique soviétique semblent avoir été l'incrédulité envers la bonne foi de la France et de la Grande-Bretagne, les préoccupations cruciales de sécurité à propos des pays baltes, la crainte d'une guerre imminente en Pologne (confirmée directement par les Allemands) et l'insistance allemande pour que l'URSS définisse sa position avant le déclenchement de la guerre. Il paraît incroyable que le gouvernement soviétique ait pu abandonner sa profonde et ancienne hostilité envers l'Allemagne nazie et ait mis entre parenthèses son engagement dans la sécurité collective pendant quinze jours en août, mais c'est ce que nous montrent les documents dont nous disposons. Par ailleurs, il est faux de dire que Molotov a accablé Seeds et Naggiar de nouvelles et incessantes demandes. La position soviétique de base fut définie et connue en 1935. Il y eut peu de différences entre l'offre originale de Litvinov et les diverses propositions de Molotov. Ni l'agression « indirecte » ni la garantie aux pays baltes ni les droits de passage ni une convention militaire n'étaient des initiatives inédites ou de nouvelles demandes. Daladier mentit lorsqu'il affirma qu'il avait été surpris par la demande soviétique des droits de passage. Non seulement il ne fut pas surpris, mais il avait prévu que le sujet serait abordé : la meilleure preuve en est qu'il avait donné à Doumenc l'instruction de ne pas négocier d'accord sur ce point.

Et avec quelle vitesse on oublia Litvinov durant l'été 1939 ! Quatre mois après son renvoi, personne n'aurait dit qu'il avait été le plus important diplomate soviétique de l'entre-deux-guerres. On se débarrassa de la sécurité collective, sa politique, comme d'une vieille chaussette. Un membre de l'ambassade de France à Moscou expliqua parfaitement la politique de Staline : « Il est bien établi, semble-t-il, que le gouvernement soviétique abandonne les idéologies pour les réalités [...] ; la haine du fascisme, la défense contre les agresseurs sont pour lui non pas des buts

mais des moyens.» La sécurité de l'État et la reconquête des territoires perdus par les tsars étaient les objectifs de la politique soviétique « déga-gée de tout souci moral »; elle dérivait de « l'école la plus pure de Machiavel<sup>81</sup> ». Étant donné les revirements faciles de Staline en politique intérieure et l'élimination physique de ses rivaux et de nombreux innocents, il était facile de prévoir qu'il allait appliquer les mêmes règles à la politique étrangère.

À en croire la propagande du gouvernement soviétique, celui-ci voulait gagner du temps, rester à l'écart des combats et voir la guerre se finir rapidement. Staline fit la même erreur que les Français et les Britanniques : il pensait pouvoir faire affaire avec Hitler, ou au moins retarder l'inévitable confrontation jusqu'à ce que l'URSS fût plus forte. Rétrospectivement, il est facile de voir que Staline aurait dû conserver Litvinov et son concept de sécurité collective et accorder plus de temps aux gouvernements français et britannique pour s'y rallier. Mais tout est toujours clair *a posteriori*; à l'époque, il n'était pas évident que les Franco-Britanniques veuillent changer d'avis. Certainement pas Chamberlain, ni les Français sans Clemenceau, ni les Polonais qui étaient aveuglés et intraitables. Staline devait choisir entre se battre tout de suite ou plus tard; il choisit de le faire plus tard ou pas du tout. Ce fut une désastreuse erreur de calcul. Mandel, qui avait cerné Hitler dès le début, savait à l'époque ce qu'il fallait faire. « Nous sommes restés assis nous tournant les pouces jusqu'à l'écrasement de la Pologne, dit-il. Nous aurions dû nous battre tout de suite. » C'était un bon conseil et Staline aurait mieux fait de le suivre. En 1942, Molotov admit : « Nous étions tous les deux fautifs<sup>82</sup>. »